

Avenir incertain

Des ressources financières et de gestion en baisse menacent la continuité de réseaux comme AKTEA qui ont joué un si grand rôle pour mettre en évidence la contribution des femmes aux pêches européennes

Katia Frangoudes
(Katia.Frangoudes@univ-brest.fr) et **Marja Bekendam** (Info@hoekman-bekendam.nl),
réseau AKTEA

Créé en 2006, AKTEA est le réseau européen des organisations de femmes de la pêche. Ces femmes ont des activités diverses : certaines aident leurs compagnons pêcheurs, d'autres récoltent des coquillages, d'autres réparent les filets. Grâce à une action soutenue, ces organisations sont devenues des parties prenantes importantes dans la filière pêche et sont parvenues à influencer sur les politiques relatives à ce secteur.

Les femmes de la pêche européenne se font maintenant les avocates des aspects sociaux de ce secteur et tiennent une place importante dans la gestion de la ressource. Certaines sont membres de Conseils consultatifs régionaux et donnent leurs avis à la Commission européenne. Les autorités considèrent souvent que les femmes ont l'esprit plus ouvert que les hommes dans les débats sur des questions cruciales concernant la pêche. Or, au bout de vingt années d'activité, il se trouve que ces organisations sont confrontées à de sérieuses difficultés. Ces structures fonctionnent sur la base du bénévolat, ce qui ne leur permet pas de construire des projets sur le long terme. Elles ont besoin d'un appui financier et de gestion de la part des autorités pour

contribuer pleinement au développement d'une politique de pêche durable. Sans un tel soutien, elles cesseront d'exister.

Aujourd'hui, comme d'autres organisations de ce secteur, AKTEA est confronté à de nombreuses difficultés. L'avenir d'AKTEA était donc au centre de l'ordre du jour de son assemblée générale annuelle qui avait lieu le 15 octobre 2013 à Bruxelles. Le réseau a de plus en plus de mal à poursuivre ses activités habituelles. Depuis trois ans, il n'avait pas tenu sa réunion annuelle, il n'avait pas publié son bulletin semestriel. Le chapitre de la communication entre les membres (toujours un véritable défi étant donné la diversité des langues parlées en Europe) représente des dépenses importantes.

Lors de la dernière assemblée annuelle, on demandait aux participantes de répondre aux deux questions suivantes : Avons-nous encore besoin de ce réseau ? Si oui, pour faire quoi ?

De l'avis général, il était clair que les membres souhaitaient que le réseau continue à vivre ; premièrement parce qu'AKTEA est le seul forum où les femmes de la pêche de différents pays européens peuvent échanger leurs expériences, deuxièmement parce que le réseau joue un rôle important pour promouvoir et rendre plus visible la contribution des femmes aux pêches de l'Union Européenne.

Pour ses membres, le réseau AKTEA est une précieuse source d'information sur les institutions et politiques européennes. Pour ces raisons, les organisations en faisant partie décidaient de rédiger une déclaration à l'adresse des décideurs, de la Commission et

ANNIE CASTALDO



À l'Assemblée générale d'AKTEA, le 15 octobre 2013 à Bruxelles. Pour ses membres, ce réseau est une précieuse source d'information sur les institutions et politiques européennes

Ces organisations de femmes ont besoin d'un appui financier et de gestion de la part des autorités pour contribuer pleinement au développement d'une politique de pêche durable.

du Parlement de l'UE, pour expliquer le rôle et l'importance d'AKTEA pour les femmes de la pêche et pour chercher des financements indispensables à la continuation du réseau. Pour obtenir un appui financier de la part d'institutions européennes, il faut d'abord convaincre les décideurs de l'UE de l'intérêt d'AKTEA. La déclaration dira qu'il contribue à la construction de l'UE en offrant un espace où les femmes, en tant que citoyennes européennes, apprennent à mieux connaître l'Europe et les États membres.

La mise en œuvre de politiques européennes relatives à l'égalité entre hommes et femmes a ouvert la porte à des fonds structurels UE pour les femmes. Le Fonds européen pour la pêche (FEP) actuel et le prochain Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) ont commencé à accorder plus d'attention aux initiatives des femmes au niveau de l'entreprise de pêche et de l'action collective. Dans le cadre de l'entreprise de pêche, les femmes peuvent faire une demande de financement pour aider à la diversification de leurs activités. Au niveau collectif, des fonds sont disponibles pour le réseautage. Dans la pratique cependant, peu de pays prêtent attention aux mesures introduites par le FEP en faveur de l'égalité hommes-femmes, et les initiatives de femmes financées par les fonds structurels sont peu nombreuses. Ce manque d'attention oblige les organisations féminines à s'interroger sur leur rôle, sur leur existence et leur acceptation dans l'espace public.

Les Actions envisagées pour appliquer la stratégie européenne en matière d'égalité entre hommes et femmes pour la période

2010-2015 qui accompagnent la Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions (COM 2010 491, SEC 2010-1080) évoquent aussi les femmes de la pêche. Il est notamment proposé « d'aider les États membres à promouvoir l'égalité des sexes dans les programmes du FEP en tirant les leçons de l'évaluation à mi-parcours », et de « créer un réseau pan-européen de femmes actives dans le secteur de la pêche et les régions côtières afin d'améliorer la visibilité de ces femmes et d'établir une plateforme pour l'échange des meilleures pratiques ». Lors du processus de consultation pour la feuille de route européenne sur l'égalité, le réseau AKTEA a fait état de ces propositions d'action. Bien que ces propositions aient été acceptées par la Commissaire européenne chargée de la pêche au cours d'une audition publique (2010) à la commission Pêche du Parlement européen, les organisations des femmes de la pêche attendent toujours. Cette longue attente aura des effets préjudiciables à la fois pour AKTEA et pour les organisations nationales qui ont contribué à améliorer les droits des femmes dans la filière pêche et à formuler des politiques de la pêche soucieuses des aspects sociaux.

Les femmes de la pêche aimeraient croire que cette dernière demande de soutien financier trouvera un écho plus favorable que les appels précédents auprès des autorités. La triste vérité est que, en l'absence d'une aide adéquate, la majorité des organisations de pêcheurs disparaîtront bientôt. ❖